

# Sociologie

Comptes rendus  
2013

## Social Policy and Citizenship

A propos d'A. Evers & A.-M. Guillemard (Ed.), *Social Policy and Citizenship* (Oxford University Press, 2012)

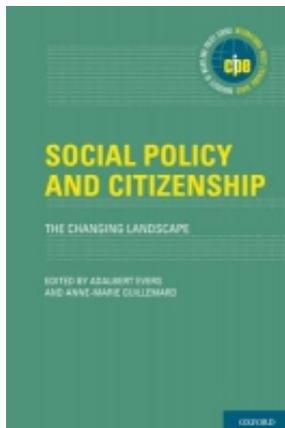
MAXIME FELDER

### Bibliographical reference

Adalbert Evers & Anne-Marie Guillemard (Ed.) (2012), *Social Policy and Citizenship. The Changing Landscape*, New York, Oxford University Press, 416 p.

---

### Full text



- 1 Cet ouvrage réunit seize spécialistes européens et nord-américains, avec l'ambition d'embrasser les nombreux changements qui, ces dernières décennies, ont transformé le paysage de la protection sociale sur le vieux continent ainsi qu'aux États-Unis. Par des analyses globales à l'échelle internationale, supportées par des études de cas nationales, les auteurs analysent les conséquences de ces changements sur la citoyenneté. Quand T. H. Marshall, en 1950, publiait ce qui allait devenir un classique des sciences sociales – *Citizenship and social class* – il y opérait une distinction entre trois types de citoyenneté – et de droits qui y sont liés – apparus successivement au Royaume-Uni: citoyenneté civile, civique puis sociale. Marshall voyait cette triple citoyenneté comme une condition pour une société intégrée. La citoyenneté est sensée atténuer – sans les supprimer – les inégalités et, plus globalement, les effets négatifs du marché. Le statut de citoyen permet aux individus de se considérer comme semblables, malgré leurs différences. Ce livre s'inscrit dans cette perspective et veut dépasser l'étude de l'État social uniquement en termes de droits sociaux, en s'intéressant également au destin des droits civils et démocratiques

dans leurs inter-relations.

- 2 Les éditeurs du livre et auteurs de l'introduction et de la conclusion – Adalbert Evers et Anne-Marie Guillemard – sont tous deux d'éminents spécialistes du comparatisme en matière de politiques sociales. Adalbert Evers est connu dans le champ de l'étude du rôle du tiers secteur dans les systèmes de production du bien-être. Il a développé la perspective appelée *welfare mix*, dans laquelle il situe le tiers secteur à l'intersection du marché, de l'État et de la famille (*community*). Cette perspective analyse les systèmes de bien-être (*welfare systems*) comme une configuration de partage de responsabilités entre ces pôles. Anne-Marie Guillemard, quant à elle, s'est spécialisée dans les systèmes de retraite et les politiques de l'emploi. Elle a également publié des analyses des évolutions de la protection sociale, entre autres, *Où va la protection sociale?* (Guillemard, 2008). Adalbert Evers et Anne-Marie Guillemard font partie de ces auteurs qui, à la fois, étudient le rôle du tiers secteur dans les systèmes de bien-être et considèrent que celui-ci est sous-estimé dans sa capacité à sortir de l'impasse (pas seulement analytique) de la triade État-marché-famille.
- 3 L'ouvrage se compose d'une partie générale et théorique suivie d'études de cas, d'abord dans des pays d'Europe occidentale: Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne et Suède, puis dans des pays de l'ex-bloc soviétique: la République Tchèque, la Hongrie et la Pologne. Pour chacun de ces pays, un chapitre porte sur des secteurs du système social particulièrement révélateurs des changements en cours et fait référence aux particularités du contexte national. Les auteurs, des spécialistes de leur pays, inscrivent leurs analyses dans un cadre théorique commun, la théorie de Marshall, mais sans s'y limiter. Ils s'en servent non pour en faire le bilan ou pour prendre position sur les critiques qui lui ont été adressées, mais comme angle d'attaque pour l'analyse des politiques sociales. Tous en font une lecture personnelle, y ajoutant leurs propres références théoriques.
- 4 La première partie est constituée d'analyses de haut vol, au sens où elles sont le fait d'éminents spécialistes – Neil Gilbert et Jean-Claude Barbier pour n'en citer que deux –, mais aussi parce qu'elles mènent le lecteur en haute altitude pour lui offrir une vision globale du paysage de la protection sociale en transformation. Håkan Johansson et Björn Hvinden réunissent, dans le deuxième chapitre, les tentatives de nombreux auteurs de donner un sens aux changements sociétaux récents dans une large revue de la littérature visant à construire un cadre d'analyse post-marshallien. Ce chapitre réunit dans un tableau à double entrée la distinction de Miller (*Citizenship and National Identity*, 2000) entre les éléments socio-libéraux, libertaires (*libertarian*) et républicains, et celle de Marshall entre les dimensions passives et actives de la citoyenneté. Ce cadre permet ainsi une lecture des formes de citoyenneté contemporaines, considérées comme forcément hybrides.
- 5 Jane Jenson se lance ensuite sur les traces d'une idée de citoyenneté sociale en transformation, de sa version d'après-guerre qui visait à compenser les « anciens » risques, à sa nouvelle figure orientée vers l'investissement social, et tentant de réduire le transfert inter-générationnel de la pauvreté en visant l'inclusion par le marché du travail ainsi qu'en soutenant la société civile. À chaque période et contexte correspond un type de *welfare mix* auquel est liée une définition de la citoyenneté sociale. C'est ce nouveau rôle de l'État qui est abordé, au chapitre quatre, par Neil Gilbert. À l'instar des éditeurs du livre, il est convaincu que les changements qui ont entraîné une transformation du rôle de l'État relèvent d'un véritable changement de paradigme. L'État social n'a pas été démantelé, il s'est transformé. Tendrait-on vers un État social européen? Ce n'est pas l'avis de Jean-Claude Barbier qui clôt la première partie du livre. La protection sociale est toujours liée à la société salariale qui reste aujourd'hui nationale. Faisant référence à l'un de ses récents ouvrages, l'auteur démontre que les contraintes économiques et l'interdépendance entre les États les entraînent de facto dans *La longue marche vers l'Europe sociale* (Barbier,

2008).

- 6 Ces cinq premiers chapitres laisseront peut-être sceptiques les lecteurs en quête de preuves. La seconde partie les rassurera. En portant le regard au niveau national, les études de cas amènent les illustrations détaillées des changements dont rendent compte les analyses de la première partie.
- 7 Ce livre offre un large panorama des changements dans les régimes de bien-être des États européens, tout en l'étayant d'analyses et d'exemples très concrets, dans des contextes variés. Les études de cas laissent voir des contextes nationaux particuliers, avec leurs caractéristiques propres, mais tous traversés par des tendances convergentes. La perspective d'investissement social et l'idée d'activation marquent les récentes réformes de tous les pays, se combinant avec des éléments hérités des Trente Glorieuses ou de l'ex-bloc soviétique. Cette stratégie se présente dans chaque pays étudié sous des traits plus libéraux (lorsque l'État intervient en soutien à la responsabilité individuelle), plus sociaux-démocrates (lorsque le but est l'activation du capital humain dans un but égalitariste) ou encore prend une troisième voie hybride. Cette dernière revêt une forme particulière dans les pays d'Europe de l'Est où les droits sociaux n'ont pas la même connotation qu'en Europe occidentale. Julia Szalai montre qu'en Hongrie, faire appel à l'économie de marché signifie aussi rompre avec le « vieil » État opprimant (p. 285). Dans les études de cas, les recours à la genèse des droits sociaux et de la citoyenneté dans le contexte national ne vont pas dans le sens d'une analyse en termes de *path dependency*<sup>1</sup>. Au contraire, les auteurs mettent en évidence le changement de paradigme qui, dans chaque pays, porte les marques des solutions et des valeurs qui prévalaient dans les configurations passées (p. 376).
- 8 En tant qu'étude comparative des régimes de protection sociale, ce livre innove par ses réflexions théoriques sur le concept de citoyenneté, discutant sa pertinence, son histoire et ses formes actuelles. Sa force est de ne pas limiter la réflexion aux droits sociaux mais de réfléchir à la question du statut de citoyen, ce dernier étant à la base de la cohésion sociale et sans cesse remis en question par les inégalités. Autour des concepts communs évoqués plus haut – la citoyenneté de Marshall et le *welfare mix* d'Evers, entre autres – les auteurs mobilisent les outils théoriques qui leur semblent les plus à même de répondre à leurs questionnements. Cette liberté théorique apporte de la richesse à cet ouvrage.
- 9 Son deuxième point fort réside en ses réflexions sur les changements qui représentent un challenge pour l'État social. Les auteurs proposent généralement les mêmes lectures des changements en cours, mais les ordonnent de façon différente. En voici deux exemples. Neil Gilbert identifie d'un côté les forces structurelles qui tiennent compte des changements démographiques tels que le vieillissement ou la hausse du taux de divorce ainsi que de la globalisation de l'économie entraînant plus de mobilité. De l'autre côté, il distingue les forces socio-politiques, telles que la connaissance des effets non désirés des mesures de protection sociale comme les désincitations et les « trappes à pauvreté », ainsi que la foi croissante en l'économie de marché, suscitant processus de privatisation et attitudes consuméristes. Johansson et Hvinden différencient quant à eux les défis venant du haut – l'ouverture économique et l'eupéanisation – et ceux venant du bas – l'individualisation et la volonté croissante d'auto-organisation.
- 10 Enfin, la troisième force de ce livre se trouve dans ses études de cas, précises et détaillées. Celles-ci illustrent la diversité des contextes nationaux; la citoyenneté a une histoire propre à chaque État. Ainsi, les défis mentionnés plus haut ne se traduisent pas partout de la même façon. De même, au sein d'un contexte national, les études de cas montrent les disparités et les contradictions. Les régimes de bien-être ne semblent plus correspondre aux modèles développés par Esping-Andersen (1990), mais à des configurations mêlant des éléments issus de différents modèles. Ingo Bode présente, dans son chapitre sur l'Allemagne, un système à la fois libéral et

corporatiste. Alors que le montant des retraites est dépendant de l'évolution des fonds de pension et de la prévoyance privée, l'encouragement et le soutien de l'État à l'épargne se sont universalisés. Dans la diversité des cas nationaux, cet ouvrage montre l'émergence de tendances à large portée, qui dépassent les frontières nationales. Ces tendances, les éditeurs les rapportent dans leur conclusion à un agenda d'investissement social activant (*activating social investment agenda*). Celui-ci se traduit certes par des coupes budgétaires, mais ne se résume pas à des questions financières. C'est d'une nouvelle stratégie d'intervention publique qu'il s'agit, et celle-ci rompt peu à peu avec l'État social développé dans l'après-guerre et avec ses instruments dont beaucoup subsistent encore aujourd'hui.

11 Lus séparément, les chapitres de ce livre offrent une lecture éclairante pour quiconque s'intéresse aux politiques sociales, qu'il soit spécialiste ou non. Lus dans l'agencement cohérent que proposent Adalbert Evers et Anne-Marie Guillemard et ainsi mis en perspective, les chapitres se complètent mutuellement pour offrir non pas une mais des visions sur les métamorphoses des systèmes de bien-être européens. Cette approche des politiques sociales par la citoyenneté en tant que droits formels se serait toutefois bien accommodée d'un lien vers les discussions autour de « l'informalisation » de ces droits, telles qu'elles sont menées depuis quelques années en théorie sociale. Engin Isin (2000) a par exemple étudié la spécificité des droits liés à la ville<sup>2</sup>. Les travaux français du Plan Urbanisme Construction Architecture<sup>3</sup> suivent cette direction dans leur volonté de ne pas limiter l'étude de la citoyenneté urbaine à ses dimensions juridiques et nationales.

## ***Bibliography***

**Barbier J.-C.** (2008), *La Longue Marche vers l'Europe sociale*, Paris, Puf.

**Esping-Andersen G.** (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton, Polity Press and Princeton University.

**Guillemard A.-M.** (2008), *Où va la protection sociale ?*, Paris, Puf.

**Isin E.** (2000), *Democracy, Citizenship and the Global City*, New York, Routledge.

**Marshall T. H.** (1950), *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press.

**Miller D.** (2000), *Citizenship and National Identity*, Cambridge, Polity Press.

## ***Notes***

1 Le concept de *path dependency* (parfois traduit par « dépendance au sentier ») implique à la fois continuité et déterminisme, ce qui ne correspond pas à l'idée que se font les auteurs de la rupture actuelle avec l'État social d'après-guerre.

2 Isin distingue les droits *de* la ville (les droits légaux découlant du fait que le citoyen se trouve sous la juridiction du gouvernement de la ville) des droits *à* la ville (les droits sociaux liés aux demandes d'autonomie, d'appropriation de la ville, de reconnaissance et tolérance des différences et de sécurité).

3 Voir par exemple Plan Urbanisme Construction Architecture (2011), « La citoyenneté urbaine, formes d'engagement et enjeux de solidarité », URL : [http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/Citoyennete\\_urb\\_engagmt.pdf](http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/Citoyennete_urb_engagmt.pdf)

## ***References***

*Electronic reference*

Maxime Felder, « Social Policy and Citizenship », *Sociologie* [Online], Comptes rendus, 2013, Online since 22 August 2013, connection on 03 September 2013. URL : <http://sociologie.revues.org/1885>

## ***About the author***

**Maxime Felder**

maxime.felder@gmail.com

Assistant de recherche – Université de Genève – Département de Sociologie – Bd du  
Pont d'Arve 40 – CH 1211 Genève 4 – Suisse

## ***Copyright***

© tous droits réservés